Pour remporter la bataille contre l'État, la révolte de la jeunesse scolarisée doit impérativement s'enraciner dans les bahuts et les facs. Il faut cesser de tout miser sur les manifestations.

Bientôt sept semaines de lutte des lycéens et des étudiants contre l'école du capital ont fait vaciller le gouvernement qui a dû lâcher quelques promesses. Seule la poursuite de la lutte par l'enracinement du mouvement dans les lycées et les facs pourront réellement changer l'ordre des choses.

Partie le 18 septembre de Créteil, la révolte de la jeunesse scolarisée, dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, a montré une grande détermination en dépit de la répression policière. Les revendications concernent les conditions matérielles : la vétusté du bâti scolaire, les amplitudes horaires, le manque de professeurs et leur non-remplacement, de même que le rejet complet des modalités de sélection post-lycée à travers Parcoursup. Les lycéens et les étudiants perçoivent, à juste titre, que la situation n'est plus supportable. Et ils agissent en conséquence. Par le blocage, la manifestation ou l'absentéisme, ils mettent en pratique leur rejet de l'école dans sa forme actuelle.

Hier, sourd à ces revendications, le gouvernement reconnaît aujourd'hui leur bien-fondé et a annoncé de premières concessions : « aménagement » puis « remplacement » de Parcoursup, « réflexion » sur le contrôle continu, réduction des effectifs des classes de seconde dans certains lycées, recrutement de professeurs, amélioration des emplois du temps, rénovation du bâti scolaire, création de places dans l'enseignement supérieur, indexation sur l'inflation des bourses étudiantes…

Autant de promesses, souvent vagues et ambiguës, soumises aux aléas des débats budgétaires ou de l'élection présidentielle. Les jeunes mobilisés savent qu'ils ne peuvent pas se contenter de ces promesses. Ils savent qu'ils ne peuvent pas faire confiance à l'État ni aux politiciens de tous bords.

La seule garantie de succès est entre leurs mains : c'est l'organisation politique, sur leurs lieux d'études, avec les professeurs et les personnels qui reconnaissent que leur propre intérêt de classe leur dicte de s'unir au combat des élèves.

1. Pourquoi l'État ne fait rien contre le délabrement de l'école

Le budget de l'État français est en crise. La cause principale en est la difficulté croissante pour tous les États au monde de se financer en s'endettant.

Quant à l'Éducation nationale en particulier, depuis 2024 jusqu'aux prévisions pour 2026, le budget hors pensions augmente de 0,6 %. Dans une période d'inflation, cela implique que le budget réel diminue. À titre comparatif, celui du ministère de l'Intérieur augmente de 7,6 % et celui des Armées de 21 %.

Dans une situation financière difficile, l'État français privilégie l'armement et le maintien de l'ordre : il se prépare à la guerre extérieure contre ses ennemis et la guerre intérieure contre sa propre population.

En ce qui concerne l'éducation, l'État laisse pourrir la situation, en attendant que la diminution du nombre d'élèves atténue le problème : de 2024 à 2026, le nombre d'élèves a diminué de 2,4 %. L'État projette une diminution continue de 14,2 % entre aujourd'hui et 2035.

Les lycéens actuels ne peuvent pas attendre. Ils ne veulent pas être sacrifiés pour l'avenir. Mais l'État, lui, ne leur offre que la répression policière, avec la même violence et les mêmes blessures que celles infligées aux Gilets jaunes en 2018, aux « émeutiers » de banlieue en 2023, aux manifestants contre la loi Travail en 2016 et contre la réforme des retraites en 2023.

2. La fonction de parcage et de discipline des lycées prend le dessus sur l'apprentissage

Les entreprises ont besoin d'une main-d'œuvre de moins en moins qualifiée, donc la société capitaliste n'a plus autant besoin de former les jeunes. Le rôle de l'école est d'inculquer la ponctualité, l'obéissance, la hiérarchie et la compétition. La fonction principale de l'école est de discipliner la future force de travail, les élèves. L'école est avant tout un instrument de reproduction de l'ordre social, sous couvert de citoyenneté. L'école de la République n'est autre que l'école du capital dont la République dite démocratique est la garante ultime. Elle sert de plus en plus de garderie afin que les parents aillent travailler, ou à parquer les futurs chômeurs dont le capital n'a pas besoin, mis à part la fonction d'armée industrielle de réserve.

Dans l'enseignement professionnel, cela se traduit par la multiplication de formations bidon sans débouchés et de diplômes dévalorisés sur le marché du travail. Le développement de l'apprentissage dans les lycées pro ne sert d'ailleurs qu'à fournir de la main-d'œuvre pas chère, et pas du tout à former les apprentis, ni à leur fournir un emploi stable et correctement rémunéré en fin d'apprentissage.

Dans l'enseignement général, la continuité vers l'enseignement supérieur est cassée. Si, avant Parcoursup, les élèves subissaient des formes de sélection arbitraire, par exemple le tirage au sort, celles-ci restaient relativement limitées. Les premières années d'université opéraient le tri. La sélection se faisait à l'aptitude, aussi bien économique (être issu d'une famille avec des moyens) qu'individuelle, à suivre des études. Aujourd'hui, la sélection s'opère avant

Pour toute correspondance, écrire à : pmprio2018@gmail.com

l'entrée dans le supérieur, sur des critères toujours arbitraires et parfaitement opaques mais qui sont devenus la règle. Ces critères ne laissent aucune chance au choix individuel : le lycéen ne choisit ni sa région, ni la réputation de son lycée. Sans passage réussi à l'enseignement supérieur, l'enseignement général ne vaut rien sur le marché du travail.

Enfin, le basculement vers le contrôle continu n'a pas pour but de rendre l'évaluation du baccalauréat plus juste, mais de pousser hors des études les lycéens les plus rétifs à la discipline. Il est en continuité avec la tentative du SNU d'enrégimenter les élèves.

3. Les lycéens refusent le parcage sans avenir, la discipline de l'État et la société capitaliste

Le rejet de l'embrigadement, la sortie collective des établissements, l'affrontement contre l'institution démontrent dans les faits, au-delà des opinions des uns et des autres, le refus en acte de la forme actuelle de l'école. Plus confusément certes, l'idée se fraie un chemin que l'école est une prison pour le plus grand nombre dont l'issue ne garantit en rien un salaire décent et des conditions de travail acceptables.

Ce mouvement, du fait de sa composition, échappe en partie aux syndicats lycéens et étudiants de pacotille, qui prétendent représenter les jeunes en lutte dans les palabres où ils sont conviés par le pouvoir exécutif. Il ne reste à ce mouvement qu'à faire un saut qualitatif vers l'auto-organisation. Surtout, il faut qu'il s'enracine davantage là où tout commence, dans les établissements scolaires et universitaires.

Se limiter à amasser des poubelles devant les portes pour ensuite filer en ville pour manifester risque fort d'affaiblir le mouvement à la longue. La sortie collective systématique du lycée entraîne immédiatement le mouvement sur le terrain d'élection de la police, celui du maintien de l'ordre. Aujourd'hui, ce terrain ne favorise pas l'émergence d'une force politique autonome collective. S'il faut bien évidemment se défendre, les affrontements continus avec la police comme fin en soi plonge le mouvement dans l'impasse.

Telle est la leçon du 17 octobre. Les émeutes, incendies et pillages qui se sont déroulés à la faveur des manifestations contre l'école capitaliste et contre la vie chère n'ont été qu'une illusion de force de classe, vite dissipée par les hommes en armes de l'État. Au lieu de servir les objectifs politiques d'un mouvement dont elle n'a cure, cette violence pré-politique a contribué à retourner l'opinion publique, jusqu'alors favorable à la lutte de la jeunesse scolarisée.

Juste avant de la rentrée de la Toussaint, le gouvernement compte sur la crainte de nouvelles violences et sur ses « promesses-qui-n'engagent-que-ceux-qui-y-croient » pour rétablir l'ordre dans les bahuts. Le ministre de l'Éducation nationale déclare que « *nos jeunes ont besoin d'aller en cours* », et son collègue de l'Enseignement supérieur ajoute qu'« *il faut arrêter les blocages* ».

Tout au contraire, il faut réinvestir collectivement les lycées et les facultés, dans le but de les transformer en lieux d'organisation politique durable où décider collectivement des activités qui y auraient lieu.

4. Il faut établir une liaison étroite avec les enseignants et les personnels qui sont du côté du mouvement de la jeunesse scolarisée

Beaucoup d'entre eux ont les mêmes intérêts : ne pas travailler à l'envi, gagner plus d'argent, avoir des retraites nettement plus élevées et refuser de jouer les gardes-chiourmes en classe. Depuis 2010, où, pour la première fois, le point d'indice a été gelé, les enseignants ont perdu 20 % de pouvoir d'achat. C'est pourquoi il faut impérativement une revalorisation exceptionnelle des traitements. Revalorisation d'ores et déjà exclue par le gouvernement…

Les enseignants sont aujourd'hui appelés par le mouvement de la jeunesse scolarisée contre l'école du capital à critiquer par des actes concrets le rapport d'autorité avec les élèves qui leur est imposé et se mettre au service, non pas de leur patron, l'État, mais du mouvement dans son ensemble.

L'exemple donné par une minorité de professeurs et de personnels de s'interposer entre la police et les lycéens est un premier pas dans la bonne direction. Les travailleurs de l'« Éducation nationale » et les élèves font partie de la même classe sociale, celle des prolétaires, en formation ou pas, au travail ou pas. Leur seule perspective viable est de s'unir.

Aujourd'hui, les syndicats appellent à la grève. Certains syndicats et partis dits de gauche appellent une énième fois de leurs vœux à la grève générale. Un mot d'ordre, celui-ci, qui relève du mirage incantatoire car le rapport de force réel n'y est pas sur les lieux de travail. Ce rapport de force se construit d'abord là où le capital bâtit sa force, dans les usines, les bureaux, les entrepôts, au sein des écoles, etc. Sans la montée de combats de classe sur les lieux de production pour les salaires et des meilleures conditions de travail, aucune grève générale digne de ce nom ne sera possible.

Assemblées dans les écoles

Occupations, grèves et blocages décidés collectivement

Solidarité concrète avec les autres prolétaires au travail ou pas en lutte

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIÈRE

Le 05 novembre 2026

Pour toute correspondance, écrire à : pmprio2018@gmail.com